

Un remaniement inachevé



GILBERT BRUNET
du bureau
de La Presse
QUÉBEC

Que dix ministres changent de fonctions, c'est déjà beaucoup. Mais l'important remaniement ministériel, annoncé jeudi par le premier ministre Bourassa, reste inachevé.

Aucun des 28 ministres n'a accepté les différentes portes de sortie qu'on leur ménageait. Puisque le chef n'a pas encore décidé de forcer des mains, aucun des éventuels candidats n'a donc pu accéder au cenacle, pas même le nouvel élu de Roberval, Gaston

Blackburn, nommé adjoint parlementaire du premier ministre. « Lieu d'apprentissage rapide », assure M. Bourassa.

Malgré le haut taux de satisfaction dont il jouit dans l'opinion, M. Bourassa savait que son gouvernement avait besoin d'un nouvel allant. Plusieurs ministres s'engourdisaient depuis des mois. Et le stratège en chef prépare déjà l'appel au peuple de 1989.

Valse à quatre temps

Les principaux ministres dits « sociaux » et « culturels » — Lise Bacon, Thérèse Lavoie-Roux et Claude Ryan — n'étant pas prêts à bouger, le premier ministre a choisi de muter, dans un premier temps, ses avocats: Gil Remillard s'en va à la Justice, remplacer un Herbert Marx brûlé politiquement par la subvention à Allian-

ce-Québec pour contester la Loi 101.

Dans un deuxième temps, Gérard D. Levesque refusant lui-même de quitter les Finances après la présentation d'un budget aussi spectaculaire que celui du 12 mai, M. Bourassa confie de nouvelles fonctions à ses ministres « économiques »: Paul Gobeil obtient la grande promotion, aux Affaires internationales unifiées, incluant dorénavant le Commerce extérieur; Daniel Johnson va le relever à la présidence du Trésor, où il siégeait déjà; Pierre MacDonald va à son tour remplacer M. Johnson à l'Industrie et Commerce, où s'ajoute le Développement technologique qu'il dirigeait déjà mais au Commerce extérieur.

Dans un troisième temps, le chef du gouvernement permute deux ministres qui en avaient grand besoin: Pierre Paradis et André Bourbeau. Le premier voulait et obtient un nouveau défi: refaire, auprès du monde municipal, l'image du gouvernement, ternie par le second en raison de l'explosive fiscalité municipale surtout.

M. Bourbeau hérite, en retour, du dossier le plus chaud de l'automne prochain, socialement et au prix l'unanimité du caucus libéral: la réforme de l'aide sociale, à amender en profondeur une nouvelle fois. Le piège est tendu.

Puis, l'autre portefeuille que détenait M. Paradis depuis 30 mois, le Travail, passe à Yves Séguin. Au Revenu, qu'il conserve par ailleurs étrangement, le fiscaliste Séguin a déjà fait le tour du jardin en moins de 12 mois. Le défi est plus grand cette fois.

Le dossier des PME n'est par ailleurs plus distinct des autres industries et commerces: M. MacDonald s'occupera de tout ça, l'ex-délégué aux PME allant plutôt donner un coup de main à M. Gobeil aux Affaires internationales. Des voyages en perspectives.

Un dernier ministre, Richard French, n'en avait pas assez aux Communications. Qu'à cela ne tienne: M. Bourassa lui ajoute la responsabilité d'aider à M. MacDonald pour le Développement technologique. On ne prend jamais trop de précautions en ces matières de l'an 2000.

Au cas où

On répète à Québec que M. Marx, le grand perdant de ce remaniement puisqu'il perd la Justice et ne conserve que la Sécurité publique (Soliciteur général), a déjà décidé de retourner enseigner à l'université. Il refuse de le confirmer, mais son acceptation d'une démission va dans ce sens. Un départ dans les mois qui viennent ouvrirait une première porte au « sang neuf ».

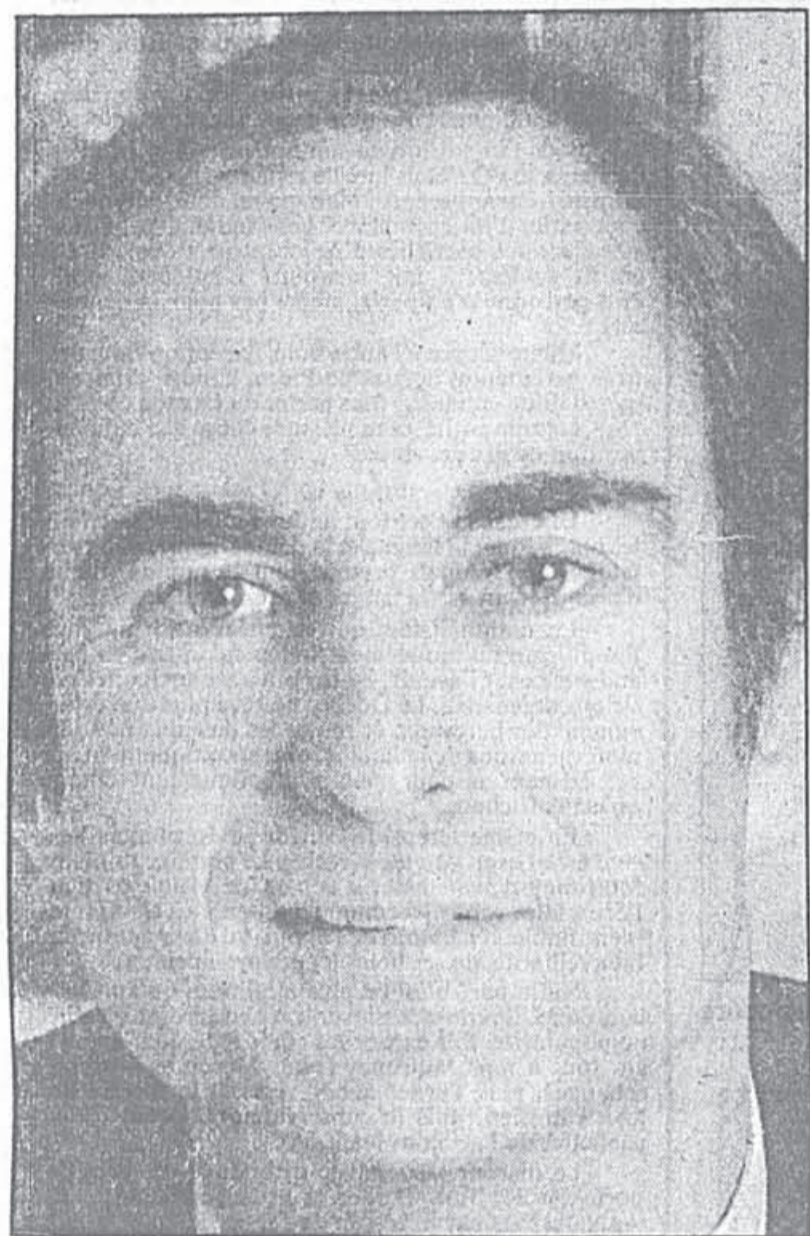
Parallèlement, deux autres ministres anglophones — Clifford Lincoln et Richard French — ont dit que, dans la foulée du jugement de la Cour suprême sur l'affichage, une réaction du gouvernement qui ne leur conviendrait pas donnerait lieu à profonde réflexion chez eux. À M. French, le Parti libéral fédéral fait les yeux doux dans St-Henri-Westmount.

M. Bourassa ne souhaite certes pas que son groupe parlementaire éclate sur la question linguistique. Mais on n'est jamais trop prudent, se répète-t-il sans cesse. Ici encore, des portes sont donc susceptibles de s'ouvrir pour les jeunes loups, en vue du prochain scrutin.

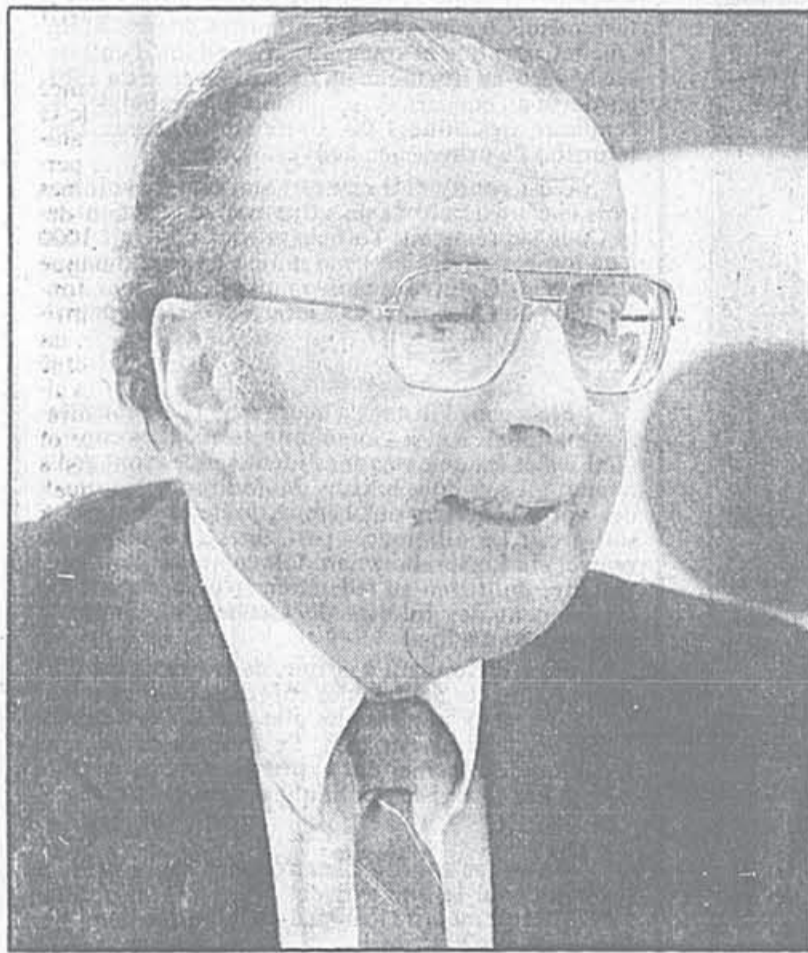
Puis la boucle est bouclée. La dernière possibilité que d'autres sièges soient libérés au Conseil des ministres revient au début: que le poste de lieutenant-gouverneur, le Sénat, l'entreprise privée ou même une ambassade canadienne soit acceptée par l'un ou l'autre des ministres « séniors ».

Retour, donc, à Mmes Bacon et Lavoie-Roux, à MM. Levesque et Ryan. Le temps aidant, se dit encore le premier ministre.

Là, son remaniement de la Saint-Jean pourrait être complété. Un bon groupe de jeunes députés accéderait au cabinet et la couleur serait donnée pour le deuxième mandat envisagé par le chef libéral.



Gil Remillard s'en va à la Justice remplacer un Herbert Marx brûlé politiquement par la subvention à Alliance-Québec pour contester la Loi 101.



La session à Québec: gestion tranquille de la prospérité

GILBERT BRUNET
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Dans le jargon parlementaire, on appelle ça des « bilans » de fin de session. Sur trois colonnes: le passif, l'actif et le net.

Mais aucun comptable ne serait assez téméraire pour fonder en un seul tableau les données du gouvernement et celles de l'opposition, pour ensuite y apposer son paraphe: vérifié!

L'opposition estime que 25 petites lois adoptées en 15 semaines de travaux, c'est « trop peu et trop mal », car le législateur a en outre été forcé de « refaire certains devoirs », notamment sur la réorganisation des services ambulanciers à Montréal.

Au gouvernement, on fait au contraire valoir que ce sont les gestes de l'exécutif que juge la population, deux électeurs sur trois exprimant leur satisfaction à cet

égard. La gestion tranquille de la prospérité, c'est moche et ça suscite des accusations d'« arrogance ».

Peu de lois

Que s'est-il donc passé, à Québec, depuis la lecture du Message inaugural, le 8 mars dernier? Si peu que pas, comme l'affirme le PQ; ou tellement de choses qu'on en oublie, aux dires du gouvernement?

Au plan législatif, l'actif est mince: refonte de lois existantes, nouveau cadre à des organismes existants, corrections techniques, obligations quant aux crédits et recensement des électeurs suspendu une fois de plus.

L'« arrangement » intervenu entre le gouvernement et la CSN, sur le transport ambulancier à Montréal, n'a pu être traduit dans une loi. L'opposition a réussi à le bloquer. À l'actif de qui doit-on porter ce recel?

La réforme de l'aide sociale a

été adoptée unanimement, quant à son principe. Le PQ s'est-il ravivé? Ou s'agit-il d'une tactique pour reporter le débat à l'automne, incluant la dissidence de quelques députés libéraux? Ce n'était pas le principe d'une réforme qui était voté, mais celui de CETTE réforme-ci, pourtant décriée depuis des mois par l'opposition.

Le budget

Passés le débat sur le Message inaugural et la discussion des crédits des ministres, celui des Finances a présenté, le 12 mai, un budget plein de bonnes nouvelles, pour les familles mais aussi pour les célibataires et les couples sans enfant. Sans parler d'un déficit réduit de moitié en deux ans.

Le temps d'y trouver des trous, pour les critiques, et d'en faire l'apologie, pour les adeptes, nous étions rendus à juin.

Le temps, dit le gouvernement à son actif, d'annoncer une nouvelle hausse du salaire minimum.



Fernand Séguin respectait ses invités aussi bien que ses auditeurs



PIERRE GRAVEL

Un homme de sciences qui aurait adoré interviewer Rabelais; un disciple de Jean Rostand qui tripait sur Robert Charlebois et Léo Ferré. Pour Pierre Castonguay, qui fut pendant dix ans réalisateur du *Sel de la semaine* animé par Fernand Séguin, ce dernier « passera à l'histoire comme vulgarisateur scientifique mais c'était avant tout un grand humaniste ».

S'il souscrit volontiers au concert d'éloges déclenché par la disparition récente de l'animateur vedette, c'est d'abord d'un être prodigieusement intéressé par tout ce qui est humain et immensément respectueux du travail bien fait qu'il se souviendra.

Un monument

« Quand j'ai commencé à travailler avec lui, en 1967, il était déjà presque un monument à Radio-Canada et ça m'intimidait beaucoup. Après toutes ces années, j'ai perdu cette timidité mais j'ai toujours continué d'être impressionné par lui; impressionné autant par sa vaste culture que par sa modestie et son habileté à faire parler les gens tout en les respectant profondément. Sans parler, bien sûr, de son sens de l'humour, de sa générosité et de sa fidélité dans l'amitié. »

Pierre Castonguay devient vite introuvable lorsqu'il laisse défiler ses souvenirs de Fernand Séguin animant son émission fétiche. « Il y eut, bien sûr, cette célèbre entrevue avec Jean Rostand que Fernand considérait comme son maître à penser. Dans les jours précédents, il en était aussi excité qu'un enfant qui va voir le Père Noël. Il ne se sentait pas vraiment nerveux mais plutôt comblé; il avait l'impression qu'il recevait une récompense pour avoir bien fait son travail. »

« À la toute fin de la rencontre, j'ai eu une nouvelle preuve de sa conscience professionnelle et de son respect des téléspectateurs quand il m'a avoué avoir été constamment préoccupé par une chose: ne pas céder à son goût de pousser plus à fond l'échange scientifique avec le Maître de façon à ne pas dérouter le public moins averti! »

Maître de ses dossiers

Pour un réalisateur et toute l'équipe de chercheurs, Fer-

mand Séguin était le type d'animateur dont tout le monde rêve. « Quand il recevait un écrivain ou un monstre sacré du cinéma, comme Mauriac, Alberto Moravia, Henry Miller, Peter Ustinov ou Melina Mercouri, on pouvait être certain qu'il avait lu tous ses livres ou vu tous ses films. C'était phénoménal et plusieurs invités ont publiquement fait part de leur étonnement devant sa connaissance de leur oeuvre. »

Cette maîtrise de ses dossiers permettait à l'animateur de faire face à toutes les éventualités et de toujours retomber sur ses pieds. « Comme cette fois où, après avoir été fort disert et détendu pendant les rencontres préparatoires, Lawrence Durrell s'est révélé distant et presque muet une fois devant la caméra. Dans la coulisse, on avait vu l'homme au naturel, mais sous les projecteurs, on avait une vedette qui jouait son personnage. Même chose dans le cas de Jacques Tati avec lequel on croyait s'amuser follement et qui faisait désespérément taciturne. Sans parler de Pierre Brasseur qui a trouvé le moyen de mettre tout le monde mal à l'aise par son attitude qui ne correspondait pas à l'image que le public attendait. »

« Par contre, avec Michel Simon, on a atteint des moments d'intense vérité dont beaucoup de gens se souviennent encore aujourd'hui. » Pourquoi? « Probablement parce que Fernand était lui-même un être vrai. Lorsqu'il parvenait à faire sortir la vérité profonde de ses invités, il se contentait de servir de lien pour établir une communication intime entre les téléspectateurs et l'invité qui acceptait de jouer le jeu. »

« C'était là une autre des qualités de Fernand Séguin: ne jamais se prendre pour la vedette, lui laisser toute la place, servir simplement de déclencheur, de révélateur. Il savait d'instinct quelles questions monsieur tout le monde aurait voulu poser à sa place. Et il la posait, simplement, sans jamais faire étalage de son érudition, sans donner l'impression d'être un « initié », un ami intime des personnalités qu'il accueillait. »

Des amitiés solides

Fernand Séguin a pourtant créé des liens de solides amitiés grâce au *Sel de la semaine*. « Je sais que des relations personnelles et constantes avec les Gilles Vigneault, Gaston Deferre, Bernard Clavel, Félix-Antoine Savard et plusieurs autres se sont nouées à l'occasion de cette émission. » Des amitiés qui, comme ses goûts, donnent de l'ex-animateur une image qui ne correspond guère à



Pierre Castonguay, qui fut pendant dix ans réalisateur du *Sel de la semaine* animé par Fernand Séguin.

celle d'un scientifique un peu désincarné.

Fernand projetait l'image d'un homme sérieux et respectueux des choses sérieuses. Mais c'était aussi un joyeux compagnon et une bonne fourchette. Il cultivait ses fleurs et faisait la cuisine comme un scientifique, mais il appréciait leur odeur et passait à table avec une bonne humeur et un enthousiasme que n'aurait pas désavoués Rabelais. C'est également cette personnalité fort contrastée qui guidait ses choix musicaux. « Il avait peut-être aussi, bien caché au fond de lui, un petit côté un peu iconoclaste. C'est possiblement une des raisons pour lesquelles il aimait tant écouter Ferré, Brassens, Brel et Charlebois tout en pouvant, surtout dans ses dernières années, passer de longues heures à écouter du Mozart. »

« Au fond, il pouvait apprécier tout le monde. Aussi bien une vedette sportive qu'un puits de sciences ou un grand dramaturge. Le secteur où ils évoluaient n'avait pas beaucoup d'importance à ses yeux; ce qui comptait pour lui, c'était le travail bien fait. Mais il était aussi exigeant pour lui que pour les autres. C'est pourquoi il mettait autant de cœur à préparer *Le sel de la semaine* que de nombreux téléspectateurs retrouvent encore avec émotion à l'occasion d'émissions spéciales à la mémoire de Fernand Séguin. »

Et Pierre Castonguay de conclure, peut-être en guise d'hommage à son grand ami disparu: « Je me demande parfois si on est encore capable de faire aujourd'hui des émissions comme les aimait Fernand et qu'on aurait encore plaisir à regarder dans vingt ans... »

De signer, avec Ottawa, une entente milliardaire de développement régional. D'intervenir pour sauver les emplois chez Steinberg. De tenir un débat entre tenants et opposants au traité canado-américain de libéralisation du commerce.

Le tout, dans un contexte d'élections partielles. La plus importante desquelles étant, pour les deux partis provinciaux, celle du conservateur fédéral Lucien Bouchard. Les libéraux de John Turner n'ont pas encore compris.

Les contrats

Les relations économiques avec le gouvernement central ont par contre été moins bonnes que les rapports politiques: le contrat des six frégates est en entier allé au Nouveau-Brunswick; la part québécoise des contrats de recherche fédéraux tombe sans cesse; l'agence spatiale n'a pas encore vu le jour, pas plus à Montréal qu'à Ottawa.

Toujours au plan économique, le chômage demeure deux fois plus élevé au Québec qu'en Ontario. À Montréal, c'est trois fois pire qu'à Toronto. L'opposition fait son travail en imputant ces maux à la « négligence » du gouvernement. Ce dernier sert en riposte le nombre d'emplois créés en 30 mois de pouvoir et ne laisse passer aucune occasion de blâmer les taux d'intérêt élevés pratiqués par la Banque du Canada, pour contrer l'inflation torontoise, même si tout le reste du Canada en souffre.

Et la langue

Gouverner, c'est aussi voyager, entretenir de bonnes relations, se faire connaître. À ce sujet, M. Bourassa a fait, en avril, une tournée mémorable. En Californie, il a vu des gens d'affaires, à l'important rayon de la haute-technologie surtout. Mais tout s'est gâché par la suite: en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskat-

chewan, les francophones ont bruyamment dit au chef du gouvernement de la « société distincte » que l'Accord du lac Meech, ils n'en veulent pas. Et qu'ils n'ont pas besoin de lui pour appuyer le gouvernement Devine qui leur enlève les droits que la Cour suprême venait à peine de leur reconnaître.

Enfin, la session qui vient d'être ajournée a été celle de l'épée de Damoclès linguistique: il vient quand, le jugement de la Cour suprême sur l'affichage? Il réagit comment, le gouvernement Bourassa? Ils font quoi, les anglophones du Québec, ceux du gouvernement en particulier, s'ils sont mécontents?

À ce sujet précis, la « session » ne prendra réellement fin que lundi prochain. Le plus haut tribunal peut encore rendre jugement dans l'affaire Chaussures Brown ce 30 juin, mais on devrait le savoir le lundi 27. Si jugement il y a, les vacances sont « à l'eau ».